



LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT PLESSIS ROBINSON

22/04/2014

NOUS AVONS LA FORCE DE RÉPONDRE À LA PROVOCATION

Le plan gouvernemental annoncé par Valls la semaine dernière est une déclaration de guerre aux classes populaires. 50 milliards d'euros pris dans la poche y compris des plus pauvres pour les donner aux plus riches ! Ce n'est pas d'aujourd'hui que Hollande fait sienne la guerre menée par le grand patronat contre les travailleurs. Il a repris la politique de Sarkozy. En pire, car la crise se prolonge.

Mais Valls a tenu à ce que cette guerre soit proclamée de façon spectaculaire. Entouré de quatre comparses du gouvernement, avec des mouvements de menton à la Sarkozy, devant les caméras de télévision il a pris à rebours les députés de sa propre majorité.

Il sait que l'économie prévue de 10 milliards sur l'assurance maladie est une mesure abjecte. Comme le sont les économies supplémentaires sur l'assurance chômage et les retraites complémentaires. Il sait que le gel des prestations sociales (retraite, famille et logement) aggravera la pauvreté qui monte. Il sait aussi qu'en prolongeant le blocage des salaires des plus de 5 millions de fonctionnaires de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux, il s'en prend à une catégorie du monde du travail qui constitue pourtant sa base électorale. Mais il a tenu à montrer que même les intérêts électoraux de son parti, le PS, ne l'arrêteront pas pour exécuter les ordres du grand patronat.

Ce n'est pas la première fois que le PS accepte de se suicider électoralement pour mériter les bonnes grâces du patronat. Le concert d'approbations venant des milieux patronaux montre que, sur ce plan, il a réussi.

Satisfait d'avoir trouvé un homme politique affichant sa détermination à exécuter les ordres du grand patronat, Gattaz, président du Medef, en a profité pour proposer un Smic au rabais pour les jeunes.

Mais si Valls peut jouer à l'homme fort, c'est qu'il voit que ceux qui prétendent critiquer sa politique sont lamentables. À commencer par les parlementaires dits de la « gauche du PS ». Ces messieurs-dames se sont dits « humiliés » d'avoir appris le plan Valls par la télévision, comme tout le monde, sans avoir été consultés. Humiliés, ils n'ont poussé l'audace qu'à lancer une sorte de pétition à l'intention de ce Premier ministre issu pourtant de leur parti, qui les prend pour les carpettes qu'ils sont.

Mais, du côté des dirigeants du PC et du PG de Mélenchon, c'est à peine mieux. Oh, ils dénoncent les mesures Valls, eux qui ont participé à l'élection de Hollande et qui pleurnichent aujourd'hui sur leur déception ! Mais ils s'alignent sur la gauche du PS car leur ambition se limite à la détacher de Hollande pour pouvoir, tous ensemble, offrir à la bourgeoisie une « alternative de gauche » au cas où Hollande et Valls ne réussiraient pas à passer en force.

Ce n'est pas mieux non plus du côté des chefs des confédérations syndicales. La provocation de Valls aurait exigé une riposte immédiate. Ne serait-ce qu'un langage ferme pour affirmer qu'il n'est pas question d'accepter les mesures Valls.

La grande masse des travailleurs ne serait pas prête à se battre contre ces mesures ? C'est l'éternelle excuse des bureaucrates pour dissimuler leur propre couardise. Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, est de ceux dont les déclarations l'illustrent le plus clairement, lui qui, critiquant Valls, lui reproche surtout de « porter atteinte à la cohésion sociale » ! Se lamenter sur la cohésion sociale alors que la bourgeoisie et ses laquais politiques mènent une guerre ouverte aux classes exploitées, c'est jouer les avocats des exploités. Et, à des nuances près, les autres confédérations sont sur la même longueur d'onde.

Ces gens-là se posent en représentants du monde du travail mais le trahissent, en commençant par leurs propres militants.

Tant que Valls n'a affaire qu'à des « hommes de gauche » complices et à des dirigeants syndicaux pleutres, les mouvements de menton lui suffisent pour passer pour un homme fort. Mais que l'on se souvienne d'un autre chef de gouvernement, Juppé, franchement de droite celui-là, qui déclarait être « droit dans ses bottes » pour attaquer la retraite des fonctionnaires en 1995... jusqu'à ce que le mouvement de grèves lui fasse ravalé sa morgue.

La classe ouvrière a la force et la possibilité de réagir à la provocation, d'imposer tout d'abord le retrait de toutes les mesures anti-ouvrières du plan Valls, et plus généralement de toutes celles prises avant et après l'accession de Hollande au pouvoir. Et si nous ne voulons pas être poussés vers la pauvreté, il faudra imposer bien d'autres choses au patronat et au gouvernement.

Augmentation collective

La semaine dernière et cette semaine, nous sont annoncées les promotions individuelles. Augmentation individuelle, prime individuelle ou rien (individuel). Tout cela ne va pas voler bien haut, puisque la direction a déjà tout prévu dans son plan de compétitivité. Les chefs ont eu à partager... rien ou presque rien.

Pour leur éviter le casse-tête de la répartition individuelle, c'est une augmentation uniforme et conséquente qu'il nous faut.

En parlant d'augmentation

Les ventes des constructeurs automobiles repartent à la hausse. Par rapport à mars 2013, Renault a enregistré une croissance de ses ventes de 30 % et même de 50 % pour la marque Dacia.

Ghosn s'est félicité de ces résultats. Pour une fois, on est d'accord avec lui. Une vraie augmentation ce n'est pas 1, 2, 3 ou 4 %. C'est 30 %, 50 % etc.

Une idée lumineuse

La période des augmentations tombe en même temps que la décision du Conseil d'État sur le prix de l'électricité. Effectivement, suite à la plainte déposée par les concurrents d'EDF, sur sa tarification du prix du Kwh en 2012 et 2013, jugé trop bas, le conseil d'État a demandé au gouvernement d'augmenter les tarifs d'EDF avec effet rétroactif sur les années précédentes.

Alors que les salaires ont peu ou pas augmenté depuis 2008, nous devons nous inspirer de cette brillante idée et demander des augmentations avec effet rétroactif.

Et là, ce ne sera pas 1 % !

Plus, avec moins, pas d'accord !

L'effectif de l'Ingénierie était à 10 000 fin 2012, mille de moins qu'en 2010. Renault compte encore supprimer 2500 postes d'ici 2016, alors qu'il annonce l'objectif de produire plus de véhicules : trois millions en 2017.

Produire plus avec de moins en moins de monde, voilà ce que la direction appelle « faire des économies »... au profit des actionnaires.

Qui dit mieux ?

Fin avril, se tiendra l'assemblée générale des actionnaires. Comme en 2013, ils se partageront 500 millions d'euros de dividendes. En deux ans, Renault en aura donc versé plus d'un milliard d'euros.

La direction se vante de vouloir économiser 500 millions d'euros, sur notre dos,

d'ici 2016. Si elle veut vraiment faire des économies, on connaît un moyen d'économiser 500 millions par an...

Des millions de mensonges

Les sociétés de prestation viennent de publier leurs bénéfices sur l'année 2013 : ALTEN 73,8 millions d'euros ; ALTRAN 65,8 ; AKKA Technologie 31,2 ; ASSYSTEM 27,1 ; AUSY 8,3 et Serma Technologies s'attend à 8 millions d'euros.

Tout comme Renault, ces sociétés ont gelé les augmentations, diminué ou supprimé les primes sous prétexte de crise, de conjoncture difficile... blablabla.

On n'a pas dix bras

Entre les départs en dispense d'activité, les retraites, les autres départs non remplacés, il est impossible d'absorber la charge de travail supplémentaire que cela représente pour nous qui restons.

Les directeurs font pression sur les chefs pour qu'ils arrivent aux milliers de suppressions de postes chez Renault. Le résultat immédiat a partout des conséquences similaires : dans les usines, les troubles musculo-squelettiques augmentent, l'organisme est soumis à rude épreuve tandis qu'au Technocentre et au Plessis des collègues en ont assez de subir des pressions et craquent. Nous ne venons pas au travail pour nous ruiner la santé.

Nos vacances, c'est sérieux

A quatre mois des congés d'été, certains chefs pinaillent sur le nombre de semaines à prendre. Ils voudraient nous imposer quatre semaines alors que nous voulons partir trois semaines.

Aux dernières nouvelles nous avons prévu de partir sans eux...

Sortez les mouchoirs...

D'après une agence de conseils financiers, Carlos Ghosn est le deuxième patron, parmi ceux du CAC 40, le mieux payé après celui de LVMH. Les « émoluments » de Renault et Nissan représentent 9,6 millions d'euros en 2013.

En 2012, ils étaient de 13,3 millions ; malgré 3,7 millions de moins pour 2013, il ne devait pas avoir de problèmes pour finir l'année.

* * * * *